

BRUXELLES, 25 AVRIL 1994

Rwanda - Communiqué de la Présidence au nom de l'Union européenne

Situation au Rwanda - respect de l'accord d'Arusha

L'Union européenne, rappelant sa déclaration du 18 avril 1994 sur le Rwanda, lance un appel pressant à toutes les parties au conflit pour qu'elle mettent fin rapidement à la violence qui continue de sévir au Rwanda.

L'Union européenne soutient pleinement la résolution 912 du Conseil de sécurité et engage toutes les parties à coopérer à sa mise en œuvre. L'Union européenne exprime sa gratitude et son soutien à l'OUA pour les efforts qu'elle déploie, ainsi qu'au président Mwinyi de Tanzanie pour l'initiative qu'il a prise de convoquer, le 23 avril, une conférence régionale, à laquelle seront invités les autorités du Rwanda et le FPR.

L'Union européenne engage les deux parties à reconnaître la nécessité de respecter l'accord d'Arusha, qui constitue actuellement la meilleure base pour une réconciliation nationale.

De son côté, l'Union européenne est disposée à fournir une aide humanitaire dès qu'une certaine normalité aura été rétablie et que les parties concernées auront fait preuve de leur volonté de respecter l'accord d'Arusha.

BRUXELLES, 25 AVRIL 1994

Ouganda - Communiqué de la Présidence au nom de l'Union européenne

Ouganda - processus électoral - transition démocratique

L'Union européenne se félicite du bon déroulement de l'élection de l'Assemblée constituante en Ouganda, qui a eu lieu le 28 mars 1994.

L'Union européenne note avec satisfaction que les Ougandais ont pu exercer nombreux et de manière pacifique leur droit démocratique de voter et que les observateurs internationaux ont été en mesure d'accomplir leur mission. Même si le processus électoral n'a pas été exempt de défauts, tant d'ordre politique que sur le plan de l'organisation, sur lesquels il conviendra de revenir en temps utile, les élections ont été marquées par un niveau satisfaisant de transparence et, d'une manière générale, les résultats reflètent la volonté populaire.

L'Union européenne considère que ces élections constituent une étape importante dans l'évolution démocratique de l'Ouganda.

TACHKENT, 26 AVRIL 1994

Visite en Ouzbékistan - Conférence de presse du Président de la République, M. François Mitterrand

France - Ouzbékistan

Q - Monsieur le Président, comme vous l'avez noté, les rapports se développent avec succès entre nos pays et je voudrais avoir une appréciation plus en détail des rapports entre l'Ouzbékistan et la France et les orientations principales de cette coopération ?

R - Vous souhaitez que nous nous répétions. C'est une bonne chose. Rien n'est jamais assez clair. Nous avons signé à Paris les accords de fond et, en particulier, un accord d'encouragement et de protection réciproque des investissements. Et aujourd'hui les entreprises françaises sont nombreuses à s'intéresser aux grandes possibilités qu'offre votre pays. Les industriels français de différentes disciplines ou domaines d'activités sont d'ailleurs parmi nous.

Les grands projets en discussion, qui ont pratiquement abouti puisque la garantie financière est accordée, touchent à deux projets : la raffinerie de pétrole de Boukhara et la modernisation du contrôle du trafic aérien. D'autres projets, très concrets ont été abordés et laissent penser qu'une collaboration fructueuse est parfaitement réalisable à partir de maintenant : dans le secteur agricole, celui du coton, celui du sucre, celui de la laine, l'aéroport de Tachkent, l'industrie aéronautique dans son ensemble, la gestion de l'eau, vous savez le problème posé dans ce pays par l'assèchement de la mer d'Aral. La délégation qui m'a accompagné, celle des industriels en particulier, représente une grande variété d'intérêts. Vous pourrez vous informer de leur qualité et vous verrez qu'aussi bien sur le plan de la grande industrie que sur le plan de la petite ou moyenne entreprise, la France est bien représentée.

Les ministres français ici présents, M. Sarkozy, ministre du Budget, M. Lamassoure, ministre des Affaires européennes ayant compétence pour débattre de l'ensemble des problèmes des Affaires étrangères et des personnalités de la fonction publique qui les accompagnent ont mené à bien leurs conversations.

Les entretiens politico-militaires se sont naturellement portés sur les problèmes de sécurité dans la région. On sait bien qu'il y a des conflits graves dans le Tadjikistan et en Afghanistan qui ont des frontières communes avec le pays dans lequel nous nous trouvons. Les problèmes de coopération militaire ont été traités de façon très pratique pour des échanges et des formations de cadres, mais aussi on a traité bon nombre de domaines techniques, le contrôle de l'espace aérien, la surveillance des frontières, les réseaux de communication, la transformation des usines d'armement et je ne saurais oublier l'enseignement du Français.

à bonne fin, une mission